



Université  
**BORDEAUX  
MONTAIGNE**















Sciences Po  
Bordeaux

Accord-cadre n° 25PA90003  
Prestations de traiteurs pour le compte de l'université  
Bordeaux Montaigne, Bordeaux INP et Sciences Po  
Bordeaux

*Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche*  
*Université Bordeaux Montaigne*

Cahier des clauses particulières  
(CCP)

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires de services</p> <p><u>Objet</u> : Prestations de traiteurs pour le compte de l'université Bordeaux Montaigne, Bordeaux INP et Sciences Po Bordeaux</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p><b>UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE</b> (coordonnateur du groupement)          Domaine Universitaire, 19 Esplanade des Antilles          33607 – PESSAC</p> <p><b>BORDEAUX INP</b>          Avenue des facultés          33405 TALENCE</p> <p><b>SCIENCES PO BORDEAUX</b>          Domaine Universitaire          11 allée Ausone          33607 PESSAC Cedex</p>
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre inclut des considérations sociales.
	<p>Accord-cadre passé en procédure adaptée ouverte, en application de l'article R. 2123-1 3° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE, Domaine Universitaire, 19 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC</p> <p>BORDEAUX INP, Avenue des facultés, 33405 TALENCE</p> <p>SCIENCES PO BORDEAUX, Domaine Universitaire, 11 allée Ausone, 33607 PESSAC Cedex</p>
	L'accord-cadre est divisé en 5 lots.
	La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.
	La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.
	En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR .....	6
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE .....	6
ARTICLE 3. DURÉE .....	8
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE .....	10
4.1. TYPE D'ACCORD-CADRE.....	10
4.2. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE .....	10
4.3. CRITERES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	12
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	12
ARTICLE 6. ASSURANCES .....	13
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	13
7.1. SOUS-TRAITANCE.....	13
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	14
<b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	16
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....	16
8.2. CONTENU DU PRIX .....	16
8.3. VARIATION DES PRIX.....	16
ARTICLE 9. AVANCE .....	18
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE .....	18
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT .....	18
11.1. DELAI DE PAIEMENT .....	18
11.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	18
11.3. FACTURATION .....	19
<b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	22
ARTICLE 13. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	22
ARTICLE 14. DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	23
ARTICLE 15. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	23
ARTICLE 16. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	23
16.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	23
<b>PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>24</b>
ARTICLE 17. ADMISSION .....	24
ARTICLE 18. DÉLAI DE GARANTIE .....	24
<b>PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>25</b>
ARTICLE 19. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ .....	25
ARTICLE 20. MISE À DISPOSITION DES LOCAUX .....	25
ARTICLE 21. PRESTATIONS EXCLUES .....	25
ARTICLE 22. CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS .....	26
ARTICLE 23. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES COMMUNES À CHAQUE LOT .....	26
ARTICLE 24. CLAUSE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE .....	27
ARTICLE 25. MISE À DISPOSITION DU PERSONNEL POUR LES LOTS 1 ET 2.....	28
<b>PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>29</b>

ARTICLE 26.	PÉNALITÉS ET PRIMES .....	29
ARTICLE 27.	MESURES COERCITIVES .....	29
ARTICLE 28.	CAS DE RÉILIATION .....	30
ARTICLE 29.	LIQUIDATION .....	30
ARTICLE 30.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	30
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>32</b>

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

---

### ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

**UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE** (coordonnateur du groupement)

Domaine Universitaire, 19 Esplanade des Antilles

33607 – PESSAC

**BORDEAUX INP**

Avenue des facultés

33405 TALENCE

**SCIENCES PO BORDEAUX**

Domaine universitaire

11 allée Ausone

33607 PESSAC Cedex

### ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

**Objet des services:** Prestations de traiteurs pour le compte de l'université Bordeaux Montaigne, Bordeaux INP et Sciences Po Bordeaux.

La présente consultation concerne les prestations de traiteurs pour le compte de l'université Bordeaux Montaigne, Bordeaux INP et Sciences Po Bordeaux.

Cet accord-cadre se situe dans le cadre d'une convention de groupement de commande, établie en application des articles L2113-1, L2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique entre:

- L'université Bordeaux Montaigne, coordonnateur du groupement;
- L'Institut Polytechnique de Bordeaux, désigné ci-après « Bordeaux INP »;
- Et l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, désigné ci-après « Sciences Po Bordeaux ».

Ces trois établissements seront désignés ci-après « membres du groupement de commande ».

L'université Bordeaux Montaigne, en tant que coordonnateur du groupement, est le pouvoir adjudicateur mandaté pour toutes les opérations de passation du marché, y compris la signature des marchés publics au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Les lieux d'exécution sont indiqués à l'annexe 1 du CCP. Cette liste est indicative, les prestations pouvant avoir lieu dans d'autres lieux pour le compte des membres du groupement de commande.

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit:

#### **Lot 1 "Apéritif et cocktails déjeunatoires et dînatrices":**

Les titulaires devront proposer au moins trois gammes: une « entrée de gamme », une « milieu de gamme » et une « haut de gamme ».

Le minimum de commande est fixé à 15 personnes pour les apéritifs et cocktails.

Les prestations de base, définies pour une personne sont:

- **apéritifs**: assortiment de dix pièces salées
- **cocktail**: assortiment de dix pièces salées, un assortiment de fromages et cinq pièces sucrées ou « mignardises ».

Le montant de commande du lot est limité à € 880 000,00 HT sur la durée totale du marché.

La répartition par établissement sur la durée totale du marché est la suivante:

Université Bordeaux Montaigne: € 400 000 HT

BORDEAUX INP: € 360 000 HT

SCIENCES PO BORDEAUX: € 120 000 HT

#### **Lot 2 “Buffets sucrés et/ou salés et repas”:**

Les titulaires devront proposer au moins trois gammes: une « entrée de gamme », une « milieu de gamme » et une « haut de gamme ».

Le minimum de commande est fixé à 5 personnes pour les buffets et les repas.

Les prestations de base, définie pour une personne sont:

- **repas**: une entrée, un plat avec accompagnement de saison, un fromage, un dessert de saison et une bouteille d'eau de 50 cl.
- **Buffet sucré et/ou salé**: plateau de vingt-cinq pièces.

Le montant de commande du lot est limité à € 360 000,00 HT sur la durée totale du marché.

La répartition par établissement sur la durée totale du marché est la suivante:

Université Bordeaux Montaigne: € 160 000 HT

BORDEAUX INP: € 120 000 HT

SCIENCES PO BORDEAUX: € 80 000 HT

#### **Lot 3 “Plateaux repas individuels et sandwiches”:**

Les titulaires devront proposer une gamme.

Le minimum de commande est fixé à 2 personnes pour les plateaux repas et pour les sandwiches.

Les prestations de base, définie pour une personne sont:

- **Plateau-repas**: une entrée froide, un plat principal (poisson ou viande avec accompagnement de saison), un fromage, un dessert de saison, un petit pain et une bouteille d'eau de 50 cl.
- **Sandwich**: un sandwich (viande, crudité ou poisson), un fruit, un dessert de saison et une bouteille d'eau de 50 cl.

Le montant de commande du lot est limité à € 360 000 HT sur la durée totale du marché.

La répartition par établissement sur la durée totale du marché est la suivante:

Université Bordeaux Montaigne: € 120 000 HT

BORDEAUX INP: € 80 000 HT

SCIENCES PO BORDEAUX: € 160 000 HT

#### **Lot 4 “Petit-déjeuner et pause-café”:**

Le minimum de commande est fixé à 5 personnes.

La prestation de base contient le café, le thé et le jus de fruit à discrétion. Elle comprend également deux viennoiseries ou mignardises par personne.

Le montant de commande du lot et est limité à € 260 000 HT sur la durée totale du marché.

La répartition par établissement sur la durée totale du marché est la suivante:

Université Bordeaux Montaigne: € 120 000 HT

BORDEAUX INP: € 100 000 HT

SCIENCES PO BORDEAUX: € 40 000 HT

#### **Lot 5 – Lot réservé — Plateaux repas individuels et sandwiches**

Ce lot est exclusivement réservé aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) accompagnant les personnes défavorisées conformément à l'article L.2113-13 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un lot "concurrent" au lot 3: Plateaux repas individuels et sandwiches.

Les titulaires devront proposer une gamme.

Le minimum de commande est fixé à 2 personnes pour les plateaux repas et pour les sandwiches.

Les prestations de base, définies pour une personne sont:

- **Plateau-repas:** une entrée froide, un plat principal (poisson ou viande avec accompagnement de saison), un fromage, un dessert de saison, un petit pain et une bouteille d'eau de 50 cl.
- **Sandwich:** un sandwich (viande, crudité ou poisson), un fruit, un dessert de saison et une bouteille d'eau de 50 cl.

Le montant de commande du lot et est limité à € 270 000 HT sur la durée totale du marché.

La répartition par établissement sur la durée totale du marché est la suivante:

Université Bordeaux Montaigne: € 90 000 HT

BORDEAUX INP: € 60 000 HT

SCIENCES PO BORDEAUX: € 120 000 HT

### **ARTICLE 3. DUREE**

**Lot 1 "Apéritif et cocktails déjeunatoires et dînatoires"**

**Lot 2 "Buffets sucrés et/ou salés et repas"**

**Lot 3 "Plateaux repas individuels et sandwiches"**

**et Lot 5 « Lot réservé – Plateaux repas individuels et sandwiches »**

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de la date de notification jusqu'au 26 octobre 2026.

La date de début de l'accord-cadre sera la plus tardive des deux dates suivantes : la date de notification ou le 27 octobre 2025.

L'accord-cadre est reconductible trois fois tacitement pour une durée d'un an. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. La durée totale d'exécution ne peut excéder quatre (4) ans.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.



Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Délai d'exécution :

Les délais d'exécution seront fixés au sein de chaque marché subséquent.

La durée de chacun des marchés subséquents sera définie et précisée au moment de leur conclusion.

Il est précisé que la durée et le délai d'exécution des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre peuvent éventuellement se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre. Les marchés subséquents ne peuvent être conclus que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Délais relatifs aux bons de commande :

Les bons de commande seront exécutés à la date et à l'heure indiquée dans la demande du service demandeur. Le titulaire de l'accord-cadre peut émettre des réserves sur ces indications. Le service demandeur pourra valider ses réserves lors de l'émission du bon de commande.

Les membres du groupement se réservent le droit de modifier leurs commandes, sans autre frais que ceux résultant de la modification, dans un délai de 72 heures pour les lots 1 et 2, de 4 heures pour le lot 3.

En cas de force majeure, les membres du groupement se réservent le droit d'annuler leurs commandes sans frais dans un délai de 48 heures pour les lots 1 et 2, de 4 heures pour le lot 3.

**Lot 4 "Petit-déjeuner et pause-café" :**

Durée :

La date de début de l'accord-cadre sera la plus tardive des deux dates suivantes : la date de notification ou le 23 novembre 2025.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale à compter de la date de notification ou du 23 novembre 2025 jusqu'au 26 octobre 2026.

L'accord-cadre est reconductible trois fois tacitement pour une durée d'un an. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. La durée totale d'exécution ne peut excéder quatre (4) ans.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Délai d'exécution :

La durée de chacun des marchés subséquents sera définie et précisée au moment de leur conclusion.

Il est précisé que la durée et le délai d'exécution des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre peuvent éventuellement se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre. Les marchés subséquents ne peuvent être conclus que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Délais relatifs aux bons de commande :

Les bons de commande seront exécutés à la date et à l'heure indiquée dans la demande du service demandeur. Le titulaire de l'accord-cadre peut émettre des réserves sur ces indications. Le service demandeur pourra valider ses réserves lors de l'émission du bon de commande.

Les membres du groupement se réservent le droit de modifier leurs commandes, sans autre frais que ceux résultant de la modification, dans un délai de 12 heures.

En cas de force majeure, les membres du groupement se réservent le droit d'annuler leurs commandes sans frais dans un délai de 4 heures.

## **ARTICLE 4. ACCORD-CADRE**

### **4.1. Type d'accord-cadre**

**Lot 1 "Apéritif et cocktails déjeunatoires et dînatoires"**

**Lot 2 "Buffets sucrés et/ou salés et repas":**

**Lot 3 "Plateaux repas individuels et sandwiches"**

**Lot 4 "Petit-déjeuner et pause-café"**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire de services.

**Lot 5 – Lot réservé – "Plateaux repas individuels et sandwiches"**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire de services.

### **4.2. Dispositions relatives à l'accord-cadre**

**Lot 1 "Apéritif et cocktails déjeunatoires et dînatoires"**

**Lot 2 "Buffets sucrés et/ou salés et repas":**

Les marchés subséquents seront notifiés par chacun des membres du groupement.

Les marchés subséquents fixeront toutes les conditions d'exécution des prestations au moyen d'un bon de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les différents titulaires de l'accord-cadre se verront attribuer les marchés subséquents dans les conditions suivantes:

- Le service demandeur d'un des membres du groupement transmet par voie dématérialisée l'expression de ses besoins simultanément à tous les attributaires du lot concerné. Cette demande comprend a minima: la date de l'événement, l'heure de livraison souhaitée, le nombre de participants, le lieu de la livraison (nom du bâtiment) et toute précision (mobilier, thème de l'événement, etc...) utile;
- Les attributaires ont un délai pour formuler une offre conformément à leur bordereau de prix unitaire ou, à défaut, à leur catalogue public.  
Ce délai est de 3 jours.

Les offres ont une durée de validité de 15 jours.

- Le cas échéant, des négociations peuvent être engagées par le service demandeur auprès de chaque titulaire de l'accord-cadre ayant formulée une offre dans le délai imparti. Elle portera sur tous les éléments de l'offre;

L'adresse mail des titulaires de l'accord-cadre utilisée sera celle indiquée dans l'acte d'engagement (rubrique « identification du co-contractant »). En cas de changement d'adresse mail, le titulaire de l'accord-cadre devra en informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse [marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr).

En tout état de cause, les membres du groupement ne sauraient être responsables de l'absence de lecture d'une demande envoyée par mail.

### **Lot 3 “Plateaux repas individuels et sandwiches”**

### **Lot 4 “Petit-déjeuner et pause-café”**

Les marchés subséquents seront notifiés par chacun des membres du groupement.

Les marchés subséquents fixeront toutes les conditions d'exécution des prestations au moyen d'un bon de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les différents titulaires de l'accord-cadre se verront attribuer les marchés subséquents dans les conditions suivantes:

- Le service demandeur d'un des membres du groupement transmet par voie dématérialisée l'expression de ses besoins simultanément à tous les attributaires du lot concerné. Cette demande comprend a minima: la date de l'événement, l'heure de livraison souhaitée, le nombre de participants, le lieu de la livraison (nom du bâtiment) et toute précision (mobilier, thème de l'événement, etc...) utile;
- Les attributaires ont un délai pour formuler une offre conformément à leur bordereau de prix unitaire ou, à défaut, à leur catalogue public.  
Ce délai est de 48 heures; ce délai est réduit à 12 heures ouvrés en cas d'urgence;

Les offres ont une durée de validité de 5 jours.

- Le cas échéant, des négociations peuvent être engagées par le service demandeur auprès de chaque titulaire de l'accord-cadre ayant formulée une offre dans le délai imparti. Elle portera sur tous les éléments de l'offre;

L'adresse mail des titulaires de l'accord-cadre utilisée sera celle indiquée dans l'acte d'engagement (rubrique « identification du co-contractant »). En cas de changement d'adresse mail, le titulaire de l'accord-cadre devra en informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse [marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr).

En tout état de cause, les membres du groupement ne sauraient être responsables de l'absence de lecture d'une demande envoyée par mail.

### **Lot 5 – Lot réservé –“Plateaux repas individuels et sandwiches**

Les marchés subséquents seront notifiés par chacun des membres du groupement.

Les marchés subséquents fixeront toutes les conditions d'exécution des prestations au moyen d'un bon de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le titulaire de l'accord-cadre se verra attribuer les marchés subséquents dans les conditions suivantes:

- Le service demandeur d'un des membres du groupement transmet par voie dématérialisée l'expression de ses besoins à l'attributaire du lot concerné. Cette demande comprend a minima: la date de l'événement, l'heure de livraison souhaitée, le nombre de participants, le lieu de la livraison (nom du bâtiment) et toute précision (mobilier, thème de l'événement, etc...) utile;
- L'attributaire a un délai pour formuler une offre conformément à son bordereau de prix unitaire ou, à défaut, à son catalogue public.  
Ce délai est de 48 heures; ce délai est réduit à 12 heures ouvrés en cas d'urgence;

Les offres ont une durée de validité de 5 jours.

- Le cas échéant, des négociations peuvent être engagées par le service demandeur auprès du titulaire. Elle portera sur tous les éléments de l'offre;

L'adresse mail du titulaire de l'accord-cadre utilisée sera celle indiquée dans l'acte d'engagement (rubrique « identification du co-contractant »). En cas de changement d'adresse mail, le titulaire de l'accord-cadre devra en informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse [marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr).

En tout état de cause, les membres du groupement ne sauraient être responsables de l'absence de lecture d'une demande envoyée par mail.

### 4.3. Critères d'attribution des marchés subséquents

**Lot 1 "Apéritif et cocktails déjeunatoires et dîners"**

**Lot 2 "Buffets sucrés et/ou salés et repas"**

**Lot 3 "Plateaux repas individuels et sandwiches"**

**Lot 4 "Petit-déjeuner et pause-café"**

- Le service demandeur dispose d'un délai de 5 jours maximum pour décider de l'attributaire, qui sera celui qui obtient la meilleure note (sur 100) selon les critères suivants:
  - o **Prix (sur 50 points)** établi selon la formule suivante (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* 50
  - o **Adéquation de l'offre au besoin (sur 50 points)**, au vu notamment de la quantité et de la qualité des produits proposés.
  - o **En cas d'égalité, l'attribution se fera selon la règle du tour de role, apprécié au niveau du service demandeur.**
- Le service demandeur informe les titulaires de l'accord-cadre évincés.

**Lot 5 – Lot réservé – "Plateaux repas individuels et sandwiches"**

Ce lot étant mono-attributaire, il sera attribué à l'unique titulaire du lot, sans application de critères d'attribution, à condition que son offre soit conforme à la demande et à ses engagements contractuels.

## ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) pour chaque lot ;

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe 1 « Liste indicative des lieux d'exécution ».
- Seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de chacun des lots
- Le cadre de réponse technique de chacun des lots
- Les pièces contractuelles des marchés subséquents sont les suivantes : - les bons de commande établis par les membres du groupement ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

Les dispositions de l'article 4.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Assurances :

Les dispositions de l'article 9.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Attestations :

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

**Lot 1 "Apéritif et cocktails déjeunatoires et dîners"**

**Lot 2 "Buffets sucrés et/ou salés et repas"**

**Lot 3 "Plateaux repas individuels et sandwiches"**

**Lot 4 "Petit-déjeuner et pause-café"**

### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

## **Lot 5 – Lot réservé – “Plateaux repas individuels et sandwiches**

### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, à d'autres structures d'insertion par l'activité économique, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite et la sous-traitance à une entreprise ordinaire n'est pas possible.

### **Pour tous les lots :**

### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Pour le lot 5, chacun des opérateurs économiques membres du groupement doit être issu des structures d'insertion par l'activité économique.

## **PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT**

---

### **ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

#### **8.1. Modalités de fixation des prix**

**Lot 1 “Apéritif et cocktails déjeunatoires et dînatoires”**

**Lot 2 “Buffets sucrés et/ou salés et repas” :**

**Lot 3 “Plateaux repas individuels et sandwiches”**

**Lot 4 “Petit-déjeuner et pause-café”**

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

#### **Lot 5 – Lot réservé – “Plateaux repas individuels et sandwiches”**

L'accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin.

#### **8.2. Contenu du prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

#### **8.3. Variation des prix**

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante :

##### Marché subséquent :

Les prix sont forfaitaires, définitifs et fermes pour chaque marché subséquent.

La prestation faisant l'objet du marché subséquent est exécutée pour le montant global arrêté par le titulaire dans le marché subséquent.



#### Accord-cadre :

Les prix de l'accord cadre sont unitaires, définitifs et révisables.

Les prix sont révisables annuellement à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont plafond et ne doivent pas être dépassés lors de la passation des marchés subséquents.

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (ou 0).

L'index de référence, choisi, en raison de sa structure, pour la mise à jour des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'indice de production dans les services - Traiteurs et autres services de restauration (NAF rév. 2, niv. groupe poste 56.2) Série mensuelle brute - France - Base 100 en 2021 – Identifiant 010769178

La révision est effectuée par application au prix de l'accord cadre d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$$

dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index respectivement au mois M0 (mois de remise des plis) et au mois M (mois de révision).

L'indice retenu pour le mois M est le dernier index définitif connu à la date de présentation de la demande de révision.

Les coefficients de révision seront arrondis au centième supérieur.

Le titulaire du marché public s'engage à faire parvenir à l'Université Bordeaux Montaigne la demande de révision présentant les nouveaux tarifs modifiés au Pôle Achats de l'Université Bordeaux Montaigne, par courriel (marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr) ou par courrier papier avec accusé réception (Université Bordeaux Montaigne, Direction des Affaires Financières - Pôle Achats, 19 Esplanade des Antilles, 33607 Pessac Cedex), dans un délai d'un (1) mois précédant la date effective de la révision.

À cet effet, il joint, sous un format tableur, les nouveaux tarifs. Il précise également le détail des indices et formules de révision utilisés.

Dans le cas où la demande de révision parviendrait à l'Université au-delà de ce préavis, la demande de révision ne serait pas prise en compte pour la période concernée.

L'administration dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de révision de prix, pour accepter ou refuser les nouveaux prix. Passé le délai de 30 jours qui suit l'accusé de réception de cette demande de révision, le silence de l'administration vaut acceptation du nouveau tarif.

La révision se fait à la hausse comme à la baisse.

L'application de la formule de révision des prix ne peut pas avoir pour effet d'augmenter de plus de 3% les prix initiaux du marché, soumis à la révision.

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser ce plafond, les prix du marché tels que calculés à l'issue de l'application de la formule de révision sont les prix plafonnés à 103%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause.

#### Détermination des prix de règlement :

Les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Détermination des prix de règlement :

Les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## ARTICLE 9. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

## ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

### 11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

### 11.2. Modalités de règlement des comptes

#### Acomptes:

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Contenu de la demande de paiement:

Les dispositions de l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies:

Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Remise de la demande de paiement:

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur:

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Paiement pour solde et règlement partiels et définitifs:

Les dispositions de l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Facturation électronique:

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance:

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **11.3. Facturation**

#### **Pour l'Université Bordeaux Montaigne :**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE

SIRET : 19331766600017

Sous peine de rejet, les factures doivent être impérativement libellées à l'adresse suivante :

Université Bordeaux Montaigne

Service facturier

19 Esplanade des Antilles

33607 Pessac Cedex

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- le numéro du marché 25PA90003 ;
- le site concerné ;
- le numéro de l'engagement juridique communiqué postérieurement à la notification par l'université ;
- les noms, adresse et raison sociale du créancier ;
- le détail des prestations (prestation forfaitaire annuelle ou autres...) conforme à l'offre financière ;
- le montant hors TVA, détaillé et établi sur la base de l'offre financière au marché public ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le numéro de compte bancaire ou postal ;
- le montant TTC.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

### **Pour Bordeaux INP :**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce

### **Pour Sciences Po Bordeaux :**

Elles devront obligatoirement être adressées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site dans la rubrique « première visite ».

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'Université Bordeaux Montaigne devront comporter les informations suivantes :

- numéro de SIRET 19330192600039 qui identifie Sciences Po Bordeaux en tant que destinataire de la facture ;
- le code service suivant 001 FACTURE AVEC EJ (ENGAGEMENT JURIDIQUE) DES ENTREPRISES PRIVEES.

Le numéro d'engagement juridique (EJ) transmis par les différents services lors de la commande.

Sous peine de rejet, les factures doivent être impérativement libellées à l'adresse suivante :

Sciences Po Bordeaux – Domaine Universitaire – 11 Allée Ausone – 33607 Pessac

Les factures présentées pour paiement porteront, outre les mentions réglementaires, les indications suivantes :

- le numéro du marché public UBM-INP-2025-01 ;
- la date et le numéro de l'engagement juridique ;
- le nom et adresse du fournisseur ;
- le n° du lot concerné ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du fournisseur tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'établissement de la facture ;
- la date et lieu de livraison ;
- la quantité et le détail des fournitures livrées ;
- le montant du prix unitaire hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC en euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché public est l'euro

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Forme des notifications et informations:

Les dispositions de l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Modalités de computation des délais d'exécution des prestations:

Les dispositions de l'article 3.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire:

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande:

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes:

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché;
- la date et le numéro du bon de commande;
- le montant du bon de commande;
- les délais de livraison (date de début et de fin);
- les lieux de livraison des prestations;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

#### Ordres de service:

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### Lieux d'exécution :

Les dispositions de l'article 17 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Les dispositions de l'article 18 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché :

Les dispositions de l'article 19 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Les dispositions de l'article 20 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Livraison :

Les dispositions de l'article 21 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Surveillance en usine :

Les dispositions de l'article 22 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public :

Les dispositions de l'article 26 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE**

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Toutefois, le présent marché comprend un lot (n°5) exclusivement réservé aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) accompagnant les personnes défavorisées.

Clause environnementale générale :

Les dispositions de l'article 16.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 15. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS**

Prestations supplémentaires et modificatives :

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 17. ADMISSION**

#### Opérations de vérification:

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par l'organisateur de l'événement concerné par la commande.

#### Déroulement des opérations de vérification:

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Décisions après vérifications:

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Admission:

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Ajournement:

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Réfaction:

Les dispositions de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Rejet:

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux:

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Transfert de propriété:

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.



## **PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES**

---

### **ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### Protection des données à caractère personnel:

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG fournitures courantes et services s'appliquent.

#### Obligation de confidentialité:

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mesures de sécurité:

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Information des sous-traitants:

Les dispositions de l'article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Protection de la main d'œuvre et conditions de travail:

Les dispositions de l'article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Protection de l'environnement, sécurité et santé:

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### Réparation des dommages:

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **ARTICLE 20. MISE A DISPOSITION DES LOCAUX**

Les locaux sont mis à la disposition du titulaire. Ce dernier aura la charge de restituer les locaux dans l'état constaté lors de la mise à disposition. A cet effet, un état des lieux peut être rédigé à l'arrivée du titulaire.

### **ARTICLE 21. PRESTATIONS EXCLUES**

Le présent accord-cadre ne concerne pas les prestations suivantes :

- L'achat de denrées alimentaires ou de fournitures seules qui ne relèvent pas de prestations traiteurs telles que les achats de viennoiseries, café, boissons ou gobelet jetables, galettes, gâteaux apéritifs (...);
- Les prestations de restaurant;
- Les prestations de traiteurs situés hors métropole bordelaise ou les prestations effectuées dans des salles qui ont un accord exclusif avec un traiteur déterminé.

- Les prestations de traiteur incluses dans une prestation plus globale, comme notamment l'organisation de colloques ou de séminaires avec réservation de salle.

## **ARTICLE 22. CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS**

Pour tous les lots, les titulaires devront être en mesure de proposer des denrées adaptées aux différents régimes alimentaires : confessions religieuses (ex. : halal), cultures alimentaires (ex. : végétarien) ou contre-indication médicale (ex. : sans gluten).

Ces adaptations seront demandées par le service demandeur lors de l'émission du bon de commande.

Les titulaires devront proposer des mets en fonction de la saisonnalité.

Les prestations devront être exécutées tous les jours de la semaine, samedi et jours fériés compris. Elles peuvent concerner un petit-déjeuner, déjeuner, pause-café ou un diner. Elles comprennent, pour tous les lots :

- la confection des mets,
- leur emballage, permettant une conservation des denrées dans le respect de la réglementation, des conditions climatiques et proportionnés au temps prévisible entre l'heure de la livraison et l'heure prévue de l'événement tel que figurant sur le bon de commande
- leur support de présentation ou de service,
- les serviettes,
- leur livraison sur site,
- la reprise du matériel.

Pour les lots 1 et 2, les prestations comprennent en sus :

- la mise en place sur le lieu de l'événement (préparation des tables, disposition des mets, ...) ;
- le service ;
- le rangement du matériel de l'établissement.

Occasionnellement, les établissements sont amenés à organiser des événements sur la journée, il pourra donc être demandé aux titulaires de l'accord-cadre d'assurer une prestation complète : pause-café et/ou petit déjeuner, cocktail et repas. Dans ce cas, il peut être demandé aux titulaires des seuls lots 1 ou 2 de proposer l'ensemble des prestations.

Un comité de suivi sera réuni pour faire un bilan des commandes, évaluer la qualité des prestations et garantir le respect des clauses décrites à l'article 24 du présent CCP. Ce comité sera composé d'un représentant de chaque membre du groupement de commande et d'un représentant de chacun des titulaires de l'accord-cadre.

L'université Bordeaux Montaigne sera chargée de convoquer les participants de ce comité, dans un délai de 3 mois suivant la date anniversaire de début du présent contrat.

Chacun des titulaires devra présenter un résumé des commandes passées auprès de lui par les différents établissements du groupement, et les mesures qu'il a prise dans l'exécution du présent marché en faveur du développement durable

## **ARTICLE 23. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES COMMUNES A CHAQUE LOT**

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra être en mesure de proposer dans le cadre du lot qui le concerne :

- Boissons : alcoolisées (spiritueux, vins rouges, vins blancs, vins rosés régionaux, vins pétillants ou champagne, etc...) non alcoolisées (eaux, jus de fruits, sodas) et chaudes (thé, café, chocolat, tisanes) dans un conditionnement adapté.
- Nappage : nappes et serviettes, proposées en tissu et en papier.
- Vaisselle : louée par le titulaire. La location comprendra le transport et l'enlèvement sur le lieu de la manifestation. La vaisselle sera restituée au titulaire, non nettoyée.
- Matériel et mobilier de restauration : tables, chaises, décorations florales et autres matériels divers de réception. La livraison, l'installation sur le lieu de la manifestation et l'enlèvement seront à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 24. CLAUSE DEVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABILITE SOCIETALE**

### Obligations du titulaire :

Les titulaires des lots 1 et 2 s'engagent à proposer tous ses fruits et légumes frais et de saison.

Les titulaires des lots 3 et 5 s'engagent à proposer des plateaux-repas réutilisables ou des plateaux-repas en matière recyclée ou recyclable.

Les titulaires du lot 4 s'engagent à proposer le thé, le café et les jus de fruits issus du commerce équitable. Ces produits devront être certifiés par un label de commerce équitable du type Fairtrade Max Havelaar®, Fair for life® ou WFTO®.

Les gobelets et bâtonnets mélangeurs utilisés lors des accueils café et petits déjeuners doivent être issus de ressources renouvelables ou recyclées ou recyclables.

En application de la circulaire n°6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché. Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu d'effectuer un reporting précis à l'acheteur sur le respect des obligations précédentes en matière de développement durable et responsabilité sociétale, et sur le suivi des recommandations associées. Ce reporting sera restitué annuellement à l'acheteur, avant chaque date d'anniversaire du marché.

### Recommandations :

Pour les lots 1, 2 et 3, il sera apprécié :

- Que le pain soit certifié issu de l'agriculture biologique (label AB ou équivalent) ;
- Que la liste de boissons soit notamment composée de produits issus de l'agriculture biologique, du commerce équitable, d'appellation contrôlée, d'appellation protégée ou équivalents ;
- Que toutes les viandes et tous les poissons soient des produits de qualité et durables, les signes distinctifs de la qualité et de la durabilité sont ceux reconnus par la loi EGAlim ;
- Que toutes les bouteilles (eau, jus de fruits...) soient en verre ou constituées de matériaux recyclés ou recyclables ;

Pour tous les lots, il sera apprécié :

- Que le titulaire développe une politique de don des produits non consommés au bénéfice d'associations caritatives.
- Que le titulaire remette des labels.

## **ARTICLE 25. MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL POUR LES LOTS 1 ET 2**

Les prestations de lot 1 et du lot 2 pourront faire l'objet d'une mise à disposition du personnel du titulaire (service, cuisine, etc....).

Le titulaire devra être en conformité avec la législation du travail. A ce titre, les travailleurs étrangers devront être munis du titre autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée.

Le titulaire devra doter son personnel de la tenue vestimentaire appropriée pendant le service mais aussi pendant la phase d'installation.

## **PARTIE 7.   DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 26.   PENALITES ET PRIMES**

**Pour tous les lots :**

#### **Pénalité pour le retard d'exécution**

Au-delà d'un retard de 15 minutes constaté : 20% du montant de la commande

Au-delà d'un retard d'1 heure constaté : 100 euros

Sans réserve de la part du titulaire lors de son offre, l'heure de livraison de référence est celle proposée dans la demande du service demandeur.

#### **Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **Pénalité pour non-respect du délai de réponse pour les commandes urgentes (article 4.2 du présent CCP)**

Sans mise en demeure préalable, cette pénalité s'applique en l'absence de réponse de la part du titulaire 24 heures pleines après l'envoi de la demande : 50 euros

#### **Pénalité relative à la quantité livrée non conforme à la quantité commandée**

5% du montant HT de la commande

#### **Pénalité relative à la gamme ou prestations commandées non respectées**

(exemple : oubli du fromage ou d'un fruit)

10% du montant de la commande

#### Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire appliquera les pénalités sans inviter le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### **ARTICLE 27.   MESURES COERCITIVES**

#### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du

marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 28. CAS DE RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

### Résiliation pour évènements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour évènements liés au marché :

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

### Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour motif d'intérêt général :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

## **ARTICLE 29. LIQUIDATION**

### Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 30. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux  
Tél. : 05.56.99.38.00  
Fax : 05.56.24.39.03  
Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :  
CCIRA de Bordeaux - Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges  
Tél. : 05.56.69.27.45  
Fax :  
Email : na.polec@direccte.gouv.fr

Règlement à l'amiable :

Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mémoire en réclamation :

Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de notification de la décision :

Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :

Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de réclamation :

Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots :**

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services.